

**SOUS-COMITÉ DE LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS DU CONSEIL DES DIRIGEANTS  
PRINCIPAUX DE L'INFORMATION DU SECTEUR PUBLIC ET DU CONSEIL DE LA PRESTATION DES SERVICES DU  
SECTEUR PUBLIC  
RAPPORT SUR LES ACTIVITÉS  
POUR  
SEPTEMBRE 2018**

**Sous-comité de la protection des renseignements personnels – Aperçu**

Le Sous-comité de la protection des renseignements personnels du Conseil des dirigeants principaux de l'information du secteur public (CDPISP) et du CPSSP a été mis sur pied dans les années 1990. À l'origine un sous-comité du CDPISP, pendant ses dernières années, il a relevé conjointement du Conseil des dirigeants principaux de l'information (DPI) du secteur public et du Conseil de la prestation des services du secteur public (CPSSP).

La liste des membres comprend idéalement des représentants de tous les ordres de gouvernements, y compris les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux et les administrations municipales. Les membres du Sous-comité proviennent généralement d'organes gouvernementaux qui fournissent un accès central et des services en matière de protection des renseignements personnels (conseils, politiques, soutien législatif, etc.) au gouvernement, y compris plusieurs ministères fédéraux principaux.

**12**

Le mandat, décrit dans le mandat, comprend trois volets :

- fournir un forum national pour échanger des renseignements liés aux recherches sur l'accès à l'information et la protection des renseignements personnels, ainsi qu'aux pratiques exemplaires, à la formation, aux produits de la technologie de l'information (TI) ainsi qu'à d'autres ressources connexes à l'appui des programmes et des objectifs du secteur public;
- appuyer la mission du CDPISP, soit « améliorer la prestation de services à la population canadienne au moyen de la collaboration à l'échelle des administrations et d'un leadership démontré dans la gestion de l'information et des technologies. »;
- appuyer le mandat du CPSSP visant à « communiquer l'information, établir des partenariats et favoriser l'adoption de solutions visant à améliorer la prestation des services dans le secteur public » en assurant un rôle de leadership et de coordination pour ce qui est des questions liées à l'accès à l'information et à la protection des renseignements personnels.

### **Réunions, téléconférences et autres communications**

Le mandat du Sous-comité précise qu'au moins une réunion officielle sera tenue chaque année. Dans la mesure du possible, ces réunions seront tenues en concomitance avec des conférences sur l'accès à l'information et la protection des renseignements personnels ou d'autres événements semblables organisés un peu partout au pays.

Le groupe a eu une réunion très productive à Ottawa en octobre 2017. Cette réunion a vu beaucoup de participants avec de la représentation de presque chaque compétence en personne et par téléconférence. Certains des sujets abordés comprenaient les lois sur la protection des renseignements personnels du secteur privé, les services d'accès centralisés, les solutions de gestion de cas, la formation en protection des renseignements personnels et la modification des lois. Il y a eu des présentations en personne de la part d'universitaires, de représentants du gouvernement fédéral, du Commissaire à l'information et à la protection de la vie privée de l'Ontario, de l'ancien commissaire de l'Ontario et de représentants du gouvernement de l'Ontario et de la ville de Toronto.

La prochaine réunion est prévue pour octobre 2018 à Toronto et sera présentée par l'Ontario. Nous inviterons quelques conférenciers et l'ordre du jour comprendra une discussion sur le RGPD et d'autres questions en matière d'accès et de protection de la vie privée.

Toutefois, l'un des défis associés à la pleine participation aux réunions est le coût des déplacements. Les deux dernières réunions en personne ont eu lieu de façon centrale, à Toronto et Ottawa, et l'assistance était plus importante que lors des réunions précédentes.

Le Sous-comité complète la réunion en personne avec des téléconférences régulières. Les groupes de travail, les groupes de projet et d'autres sous-groupes du Sous-comité tiendront des conférences téléphoniques au besoin pour la conduite de leurs affaires. Le Sous-comité a reçu l'approbation des Conseils mixtes pour procéder à la création d'un nouveau groupe de travail sur le RGPD. Les membres du Conseil mixte ont été invités, s'ils souhaitent participer. Il sera coprésidé par la C.-B. et le gouvernement fédéral. L'objectif du groupe de travail est d'arriver à une interprétation cohérente d'une loi complexe, accompagnée d'un important régime de conformité, et de partager l'information susceptible d'avoir des retombées dans toutes les administrations.

Lors de la réunion du 21 février des Conseils mixtes, Chad Hoskins et Rhianna Begley ont présenté une mise à jour sur les travaux du Sous-comité. Suite à cette mise à jour, le Sous-comité a été chargé de présenter aux Conseils mixtes un rapport sur une demande liée à l'information sur la rationalisation des évaluations des facteurs relatifs à la vie privée et de lier le travail de ce groupe à la priorité de l'identité numérique et aux efforts relatifs à la cybersécurité et au Groupe de travail sur l'informatique en nuage. Les efforts de rationalisation des évaluations des facteurs relatifs à la vie privée sont en cours et des liens ont été établis entre d'autres sous-comités CDPISP et CPSSP sur la gestion de l'identité, la cybersécurité et l'informatique en nuage.

De plus, les membres utilisent régulièrement des courriels pour poser des questions aux autres membres, pour apprendre de l'expérience des autres et pour échanger des renseignements sur les activités menées au sein de leurs compétences.

Au cours des six derniers mois, nous avons tenu un dialogue actif continu sur des enjeux tels que le protocole en cas d'atteinte à la vie privée et l'établissement de rapports, le gouvernement ouvert, les modèles de services partagés, la législation, les structures de frais et les demandes courantes d'accès à l'information.

#### **Plan de travail – Mise à jour jusqu'en janvier 2017**

Lors des dernières réunions en personne, le Sous-comité a abordé des objectifs majeurs à ajouter au plan de travail. Certains de ces éléments sont toujours en cours. De plus, le groupe a été chargé de certains produits des Conseils mixtes, qui ont été ajoutés à la présente liste. Le plan traite des domaines suivants :

1. Déterminer les mesures communes (par exemple, frais, établissement de rapports sur l'atteinte à la vie privée, demandes d'accès et divulgations électroniques) et élaborer un calendrier d'établissement de rapports. Après avoir élaboré un ensemble de mesures uniformes, ces renseignements sont facilement accessibles pour toutes les compétences afin de les aider en ce qui a trait à la planification de l'accès à l'information et de la protection des renseignements personnels.
  - a. Mise à jour sur l'état – Le groupe a déterminé un certain nombre de mesures communes relatives à la protection des renseignements personnels et à l'accès entre les compétences. Certaines de ces mesures comprennent un pourcentage à l'heure pour les demandes d'accès, le nombre de demandes d'accès, le nombre d'atteintes à la vie privée déclarées et le coût pour achever une demande d'accès. Certaines statistiques, comme le nombre de demandes reçues par habitant, le nombre de jours de traitement pour chaque compétence et les types de réponses aux demandes d'accès, ont maintenant été compilées. Des discussions de suivi à ce sujet auront lieu lors de la réunion à Toronto, en octobre.
2. Élaborer une bibliothèque de documents partagés. Cela pourrait prendre la forme d'un portail SharePoint ou d'un site semblable auquel tous les membres du Sous-comité auraient accès. Les membres consacrent actuellement beaucoup de temps à solliciter le groupe pour des enjeux semblables ou des doublons parce qu'il n'y a aucune bibliothèque de documents partagés. Cela est essentiel une fois que des mesures communes ont été déterminées (tel qu'il est indiqué ci-dessus) afin de simplifier l'échange de renseignements.

- a. Mise à jour sur l'état – le groupe a eu de la difficulté de trouver une méthode fiable et sécuritaire pour le stockage, l'échange et la mise à jour des documents. Deux options doivent être étudiées plus à fond – le répertoire hébergé par les Conseils mixtes et l'espace de partage et de collaboration entretenu par le gouvernement fédéral.
  - b.
3. Rationalisation des évaluations des facteurs relatifs à la vie privée. Les Conseils mixtes ont demandé à ce groupe d'étudier les options pour la rationalisation des évaluations des facteurs relatifs à la vie privée.
  - a. Mise à jour sur l'état – Les travaux de collecte de renseignements et de discussion par les membres du groupe sont en cours.
4. Groupe de travail sur le RGPD. Le Sous-comité sur la protection de la vie privée dirigera un groupe chargé de discuter des incidences du nouveau règlement au Canada.
  - a. Mise à jour sur l'état – La composition et le mandat ont été établis. La première téléconférence a eu lieu en septembre 2018 et les travaux se poursuivront pour l'année à venir.
5. Harmoniser plus étroitement le travail du Sous-comité avec les initiatives des conseils mixtes. Le groupe travaille avec les recommandations du Groupe de travail sur le cadre et continuera d'établir des rapports à l'intention des Conseils mixtes et d'accepter de nouvelles tâches recommandées par le groupe.

#### **Mandat de surveillance, échange de renseignements, réunions en personne**

Puisque le Sous-comité de la protection des renseignements personnels joue également un rôle de conseiller et de communauté d'experts, il consacre beaucoup de temps à s'informer de toute nouvelle disposition législative, politique, atteinte à la vie privée et question, telle que l'émergence d'initiatives de gouvernement ouvert et leurs répercussions sur le gouvernement.

#### **Prochaine réunion**

La prochaine réunion en personne aura lieu les 18 et 19 octobre, à Toronto. Les téléconférences mensuelles continuent d'avoir lieu le deuxième mardi de chaque mois.